



LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE ET L'AFRIQUE DU NORD : QUELLES SYNERGIES ?

SOMMAIRE

Un monde fragmenté, une nouvelle géopolitique

Le monde d'aujourd'hui est caractérisé par une nouvelle fluidité bousculant l'ensemble des repères traditionnels. Loin de la fin de l'Histoire prônée par Fukuyama, nous assistons à une accélération de l'histoire. Ce monde en transition est marqué par une instabilité et une imprévisibilité accrues générant des risques de conflits et d'escalade élevés¹. La mondialisation, de plus en plus contestée, a fait voler en éclat les « amortisseurs de chocs » qui permettaient une certaine régulation du monde. Nous subissons de plein fouet une évolution stratégique majeure : le dérèglement du système international avec l'apparition d'ordres ou de désordres alternatifs. Cette nouvelle réalité d'un monde en transition, d'un monde bousculé, brisé, fragmenté, voire semi-chaotique, remet en cause nos grilles d'analyse traditionnelles et génère plus d'incertitude et une multiplication-diversification des menaces et des risques.

Le conflit syrien, la guerre au Yémen, la déstructuration de la Libye, la guerre civile en Ukraine, les événements au Venezuela, la fragmentation du monde arabe (Irak, Syrie, Yémen, Libye, etc.), le ciblage de l'Iran, la poussée de fièvre en mer de Chine méridionale sont révélateurs de l'exacerbation des rivalités entre les puissances occidentales visant à maintenir les Etats-Unis en tant que moteur de la transformation du monde et les forces émergentes œuvrant à l'avènement d'un monde multipolaire (Chine, Russie, Inde, Iran, Brésil, etc.). Les rivalités s'intensifient au fur et à mesure que la concurrence s'aiguise et que les rapports économiques s'inversent : la tendance est à l'érosion du leadership américain et « la bagarre multipolaire » est engagée selon les propres termes d'Hubert Védrine. Ces pôles de puissance portent chacun une vision du système international qu'ils entendent imposer en fonction de leurs intérêts stratégiques et de leurs propres agendas. Ils bâtissent des projections géopolitiques d'envergure et des représentations collectives de l'avenir. Ces acteurs revendiquent « leur place au soleil »², terminologie empruntée à la diplomatie de la fin du XIX^{ème} siècle, afin de peser sur la configuration future de l'échiquier planétaire. Nous assistons à un retour des logiques de puissance source d'une montée en puissance des incertitudes et des lignes de friction entre ces différents pôles. La partie d'échec est entièrement ouverte et chacun avance ses pions suivant des stratégies complexes visant l'évincement, le containment, l'encercllement et le contre encercllement de l'autre.

La Chine au cœur du monde : une initiative inédite

Lors du XIX^{ème} congrès du PCC, Xi Jinping rompt avec la prudence coutumière chinoise, trace des lignes rouges et fixe une orientation : la Chine doit se hisser au premier rang mondial à l'horizon 2049, année du centenaire de la RPC. Déjà, en 2010, le colonel Liu Mingfu publiait « Le rêve chinois » et révélait les dessous de la stratégie intitulée « le marathon de cent ans ». La Chine, empire du milieu, aspire à renouer avec sa centralité géopolitique. Elle s'en donne les moyens sereinement. C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer le projet des nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative, BRI) appelé à reconfigurer les équilibres géopolitiques et géoéconomiques à l'échelle planétaire. A l'automne 2013, depuis Astana, le président Xi Jinping lance le projet, ressuscitant les anciennes routes de la soie reliant l'Asie à l'Europe en passant par l'Asie Centrale, le Moyen-Orient et la Méditerranée. C'est le retour de l'Eurasie, des puissances continentales face aux puissances maritimes.

Le concept se réfère aux anciennes Routes de la Soie, vieilles de plus de deux millénaires, ayant marqué l'histoire de l'humanité en tant que voie de fécondation mutuelle des civilisations eurasiatiques et africaines, voie de riches échanges commerciaux et de transmission de connaissances et d'avancées technologiques. Cette

¹ Voir : La revue stratégique de défense et de sécurité nationale française rendue publique le 13 octobre 2017 visant à actualiser le Livre Blanc de 2013.

² Michel Foucher, « La bataille des cartes : analyse critique des visions du monde », François Bourin Editeur, 2013.

voie, trait d'union entre l'Orient et l'Occident, a su surmonter les barrières physiques de la géographie entre les trois continents, barrières qui demeurent encore aujourd'hui une donnée fondamentale de la géopolitique de l'« île-monde » au sens d'Halford John Mackinder. Elle a également transcendé les barrières culturelles et identitaires entre les peuples concernés sans pour autant gommer les spécificités identitaires et des minorités. « La réalité de ce vieil axe de communication, ancré dans une géographie singulière, semble de nouveau surgir de l'histoire »³. En effet, l'ancienne route de la Soie avait périclité principalement du fait de l'essor de la navigation maritime : la caravelle remplaçait le chameau. Pierre Biarnès répond : « le chameau est bien en train de commencer à prendre sa revanche, même si ce n'est pas exactement de la façon qu'on avait imaginée à Washington »⁴.

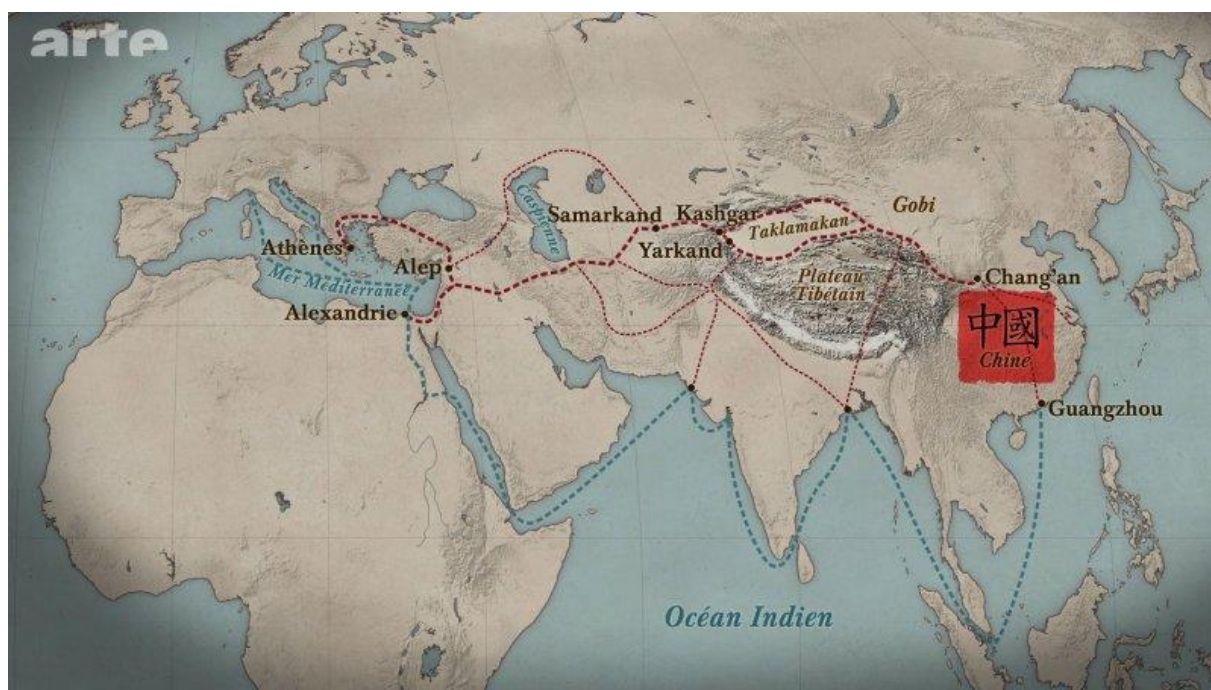


Illustration ancienne route de la Soie. Source : <http://ddc.arte.tv/karten/664>

Ainsi, infrastructure stratégique d'envergure, le projet OBOR (One Belt, One Road) renommé les 14 et 15 mai 2017 BRI (Belt and Road Initiative) à l'occasion du premier sommet « Routes de la soie du XXI^{ème} siècle », aspire à relier, par des voies routières, ferroviaires, numériques, maritimes, de gazoducs, d'oléoducs, de ports, etc. l'Asie, l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique, tout en s'étendant à l'Océanie et à l'Amérique Latine. A l'issue du sommet, une déclaration commune a été signée par 30 pays et 270 accords de coopération ont été paraphés. Ce projet d'infrastructures pharaoniques évalué à 1000 milliards de dollars implique près de 65 pays regroupant 4,5 milliards d'habitants (70 % de la population mondiale) et représentant environ 55 % du PIB mondial et 75 % des réserves énergétiques de la planète. Il est à l'origine de la création en 2014 de la BAI (Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures) dotée de 100 milliards de dollars et comptant 55 pays actionnaires. Suivant le concept chinois de « Hu Lian Hu Tang » (relier des fils de soie et se mettre en mouvement), le paradigme dominant est fondé sur le principe de connectivité. Deux routes principales structurent le projet : une route terrestre reliant la Chine à l'Europe en passant par le Kazakhstan, l'Iran, la Turquie, la Russie, etc. et une route maritime passant par l'Océan Indien, la mer Rouge, le canal de Suez pour aboutir en Méditerranée, plus précisément à Venise, point de départ des expéditions de Marco Polo.

³ CLES, « Du chameau au pipeline », Jean-François Fiorina, N°137, 26 juin 2014, p.1.

⁴ CLES, « Du chameau au pipeline », Jean-François Fiorina, N°137, 26 juin 2014, p.2.

Afin de garantir la longévité du projet et de marquer un engagement sans faille, il est inscrit dans les statuts du Parti Communiste Chinois (PCC) par les délégués présents lors du XIX^{ème} Congrès tenu du 18 au 24 octobre 2017. Dès lors, il ne s'agit plus simplement d'une initiative du gouvernement chinois ou du président Xi Jinping mais d'une initiative institutionnalisée portée par le parti communiste dans son ensemble : « devenu la volonté du parti, le projet BRI se voit accorder une garantie institutionnelle avec toutes les ressources nécessaires puisqu'il s'inscrit désormais dans ses statuts approuvés par les délégués de ses 89 millions de membres »⁷.

Au regard de ces développements, l'intérêt suscité se comprend aisément par l'envergure inédite du projet, le très long terme dans lequel il s'inscrit et les divers intérêts en jeu. L'envergure est géographique, économique et financière, technologique, culturelle avec une dimension géopolitique incontestable, quoique tue ou du moins relativisée par les autorités chinoises. Une dimension géopolitique⁸ source d'interrogations pour les uns et d'appréhensions pour les autres.

Cinq ans après l'annonce de l'initiative, cet intérêt s'est accru au regard de l'élan pris dans sa concrétisation favorisée par le repli des Etats-Unis et la remise en question du multilatéralisme et du libre-échange par le président Trump, symbolisés par le retrait remarqué des Etats-Unis du Traité Transpacifique de Libre-Echange (TPP) fin janvier 2017.

Dans ce contexte, l'Initiative « Ceinture et Route » de la Chine est appelée à reconfigurer la géopolitique mondiale, les équilibres de force et ainsi marquer le XXI^{ème} siècle. L'idée maîtresse de l'initiative vise ainsi à connecter « le pôle économique dynamique d'Asie de l'Est, à une extrémité, au pôle économique développé européen, à l'autre extrémité, tout en incluant des Etats pivots à fort potentiel de développement économique ». Est ainsi établi un vaste arc connectant le Pacifique à la Baltique et à la Méditerranée.

En définitive, il s'agit d'un vaste projet d'une envergure inégalée, rappelant pour certains analystes la conquête de l'ouest américaine ou la période des trente glorieuses, dont les contours exacts ne sont pas définitivement arrêtés, aussi bien en termes d'étendue géographique que de contenu. Bien des obstacles devront être surmontés tant géopolitiques, techniques, financiers, culturels, etc. afin de permettre sa matérialisation à l'horizon retenu, soit l'année 2049.

Un positionnement différencié des pays d'Afrique du Nord

Les pays d'Afrique du Nord sont concernés à plusieurs titres. En premier lieu parce que le projet BRI représente, à bien des égards, une opportunité historique ouverte à tous les pays sans exclusive. Dans un second temps, leur appartenance à l'Afrique les positionne non seulement en tant que destinataires mais également en tant que candidats à intégrer les chaînes de valeurs à créer, d'autant plus que le continent recèle un potentiel de développement considérable. Dans le même ordre d'idées, leur situation géographique sur les rivages sud de la Méditerranée les positionne directement au contact de la Route maritime de la Soie vers l'Europe, destination finale de l'initiative avec laquelle ils sont voisins et partenaires historiques.

En effet, à l'instar de leur dimension africaine, les pays d'Afrique du Nord sont dans le périmètre initial de la BRI en tant que pays méditerranéens et, à ce titre, particulièrement concernés par l'axe maritime de l'initiative chinoise dont la destination finale est l'Europe du Sud. La diplomatie chinoise segmente la Méditerranée et ne la perçoit pas en un ensemble homogène : l'Afrique du Nord est intégrée dans le cadre des forums Chine-Afrique (FOCAC) et le China-Arab Cooperation Forum tandis que l'Europe du Sud fait l'objet d'une attention

⁷ Lettre « la Chine hors les Murs », N°20, 22 novembre 2017.

⁸ Voir à ce sujet : Tanguy STRUYE DE SWIELANDE, « La Chine et ses objectifs géopolitiques à l'aube de 2049 », Diploweb.com, septembre 2017, consultable au lien suivant : <https://www.diploweb.com/La-Chine-et-ses-objectifs-geopolitiques-a-l-aube-de-2049.html>

particulière. A ce titre, un mécanisme de coopération implique, prioritairement, six pays : Italie, Grèce, Portugal, Espagne, Chypre et Malte⁹.

Dans le cadre d'un renforcement du trafic commercial entre les deux pôles chinois et européen, finalité du projet BRI, les économies de la rive sud doivent s'insérer dans les chaînes de valeurs chinoises et européennes. Une complémentarité des besoins et des visions rapproche la Chine et les pays d'Afrique du Nord : Pékin aspire à sécuriser ses besoins en pétrole et en gaz tout en conquérant de nouveaux marchés pour résorber sa surproduction tandis que les pays d'Afrique du Nord enregistrent un besoin croissant en infrastructures et en investissements afin de soutenir leur croissance et leur développement économique. En 2016, le marché de la construction et des infrastructures en Afrique du Nord est évalué à 9 milliards de dollars. A titre illustratif, les réformes initiées en Tunisie et en Egypte afin de désenclaver les régions intérieures marginalisées alimentent un besoin croissant en infrastructures, créant ainsi une fenêtre d'opportunités pour Pékin.

Les postures des pays d'Afrique du Nord vis-à-vis de l'Initiative BRI sont marquées par une forte différenciation, allant de l'adhésion pour le Maroc et l'Egypte, à une certaine frilosité de l'Algérie, partenaire pourtant central de la Chine, en passant par un relatif attentisme de la Tunisie. Quant à la Libye, en dépit de sa situation chaotique, des accords sur de grands projets chinois en Cyrénaïque sont signalés. L'initiative chinoise, alors qu'elle est favorable à la création de synergies et promeut la coopération régionale, risque néanmoins d'exacerber la concurrence entre les cinq pays, au regard des réalités volatiles et mouvantes de cette région marquée par une exacerbation des rivalités.

Des interrogations, des doutes.....

Quelles sont les visions élaborées par les différents pays d'Afrique du Nord ? Comment se positionnent-ils vis-à-vis de ce projet appelé à reconfigurer les équilibres géopolitiques en Méditerranée, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ? Comment positionner au mieux la Tunisie, pays au cœur de la Méditerranée, afin qu'elle tire le meilleur parti de ce projet ? Le présent document a pour objet de proposer des éléments de réponse à ces interrogations. Pour ce faire, il sera nécessaire, dans un premier temps, d'apporter un éclairage plus précis sur les contours non encore définitivement arrêtés de l'initiative chinoise. Quels sont les ressorts géopolitiques, économiques, culturels et de politique intérieure, justifiant ce projet d'envergure planétaire ? Comment est-il perçu par le premier partenaire économique des pays du Maghreb, l'Union Européenne ?

Le positionnement d'un Etat par rapport au projet BRI est conditionné par ses prédispositions à y adhérer. Ces prédispositions dépendent étroitement de facteurs géographiques, des orientations nationales en matière économique et de l'existence de relations économiques étroites avec l'Europe et l'Afrique s'appuyant sur de solides infrastructures de transport. Il n'y a pas, à priori, d'autres prérequis politiques que celui de la volonté d'adhérer.

Nous nous sommes efforcés de nous appuyer sur des sources primaires, des documents officiels rendus publics et des publications académiques et scientifiques de *think tanks* de diverses régions du monde. Les publications des médias sont également incontournables étant donnée l'évolution rapide et continue du projet. Toutefois, nous avons tenu compte, autant que faire se peut, de la différence entre communication, information et désinformation. La prudence a guidé notre recherche. Celle-ci n'aspire nullement à saisir l'ensemble des contours et ressorts définissant ce projet, trop vaste et en perpétuel mouvement au gré des ajustements opérés par Pékin et des stratégies ou contre-stratégies des acteurs influents de l'échiquier eurasiatique et planétaire.

⁹ Pour aller plus loin, voir : « La Chine en Méditerranée : une présence émergente », Alice Ekman, IFRI-OCP, Notes de l'IFRI, février 2018, p.7.

Pistes de réflexion pour le positionnement de la Tunisie

A ce stade, la transition démocratique tunisienne est à la croisée des chemins et gravement menacée par une économie fortement fragilisée, générant des troubles sociaux en mesure de déstabiliser le pays et de porter atteinte à son intégrité territoriale. Les lignes de fractures intérieures sont susceptibles d'être exploitées opportunément par des acteurs intérieurs et extérieurs poursuivant des agendas politiques, criminels, mafieux et terroristes aspirant à l'échec de la transition démocratique tunisienne.

La Tunisie, à la croisée de l'Afrique, de l'Europe et du Moyen-Orient, est idéalement située au cœur de la Méditerranée, contrôlant le canal de Sicile assurant la transition entre la Méditerranée Occidentale et la Méditerranée Orientale. Par voie de conséquence, elle occupe une position stratégique devant être valorisée dans le cadre d'une profonde restructuration des rapports de force à l'échelle planétaire et régionale.

Plus globalement, dans un monde fragmenté, dérégulé sur le plan stratégique, caractérisé par un retour des logiques de puissance générant une forte incertitude et une montée des tensions, y compris dans notre voisinage, la Tunisie est appelée à développer une diplomatie plus audacieuse en mesure de tirer le meilleur parti des reconfigurations en cours, de saisir les opportunités et de contrer les menaces. Fondée sur le réalisme et le pragmatisme, il s'agira de veiller à la conceptualisation d'une politique étrangère axée sur la défense des intérêts stratégiques nationaux. Cette diplomatie tunisienne devra favoriser l'anticipation des ruptures et permettre souplesse et agilité face à un contexte en évolution perpétuelle.

En effet, dans le contexte d'émergence d'un monde polycentrique, d'un éventuel collège des puissances, la Tunisie, tout en sauvegardant sa relation stratégique à l'Europe et aux Etats-Unis, devra veiller à se positionner au mieux au sein de cette nouvelle équation géopolitique. Il s'agira, dans le cadre d'une stratégie progressive de diversification, de tirer avantage, sur les plans sécuritaire et économique, de cette nouvelle architecture des puissances en gestation. Ainsi, sans heurter la garantie de sécurité occidentale, il conviendra d'élargir le spectre de coopération de la Tunisie à l'échelle planétaire en privilégiant la défense de l'intérêt national.

En prenant en compte l'ensemble de ces éléments et la montée en puissance de la Chine à l'échelle mondiale et régionale, la Tunisie devra s'atteler à renforcer ses relations avec l'Asie et plus précisément avec Pékin. La diplomatie tunisienne devra cultiver la multipolarité et développer une diplomatie économique offensive et agressive en mesure de doper ses échanges économiques tout en captant les investissements dans des conditions politiques et financières avantageuses, sauvegardant sa souveraineté nationale. En effet, en dépit de sa singularité et de sa spécificité dans la région du fait de son engagement sur la voie démocratique, Tunis n'a pas bénéficié d'un statut particulier à la hauteur de l'enjeu historique de la part de l'UE. A ce stade, le partenariat avec l'UE n'est pas en mesure d'offrir l'élan décisif apte à permettre à la Tunisie d'assurer sa sécurité, de relancer durablement son économie et d'assurer sur le long terme son ancrage démocratique.

Néanmoins, paradoxalement, en poussant plus en avant son intégration à l'Europe, notamment via une avancée sur le dossier de l'Aleca, la Tunisie renforcera sa marge de manœuvre et son attractivité à l'égard des partenaires clefs asiatiques, notamment la Chine, dans le cadre de relations triangulaires. Avec le déplacement du centre de gravité des rapports de puissance vers l'Asie-Pacifique, la Tunisie devra penser et conceptualiser une « grande stratégie » à l'égard de cette région, plus particulièrement à l'égard de la Chine. Relativement à la coopération avec la Chine, divers projets sont en cours de réalisation. A titre non exhaustif, il convient de mentionner : le projet du Groupe Chimique Tunisien (GCT) à Mdhila-Gafsa pour un montant de 360 millions de dinars, un hôpital universitaire à Sfax pour un montant de 120 millions de dinars, la rénovation de la maison des jeunes d'El Menzah 6 pour un montant de 10 millions de dinars, l'éclairage des principaux ports tunisiens via l'énergie solaire, la construction de 5 hôpitaux dans le Nord-Ouest du pays, la construction d'un centre culturel à Ben Arous, la signature, le 6 février 2018, d'un accord de partenariat pour l'édification d'une

Académie Diplomatique¹⁰ avec un don de 72 millions de dinars, etc. Sur le plan de la coopération militaire, Pékin a appuyé la Tunisie dans le cadre de la lutte contre le terrorisme islamiste, préoccupation commune.

Enfin, selon PK Semler, un véritable grand jeu est en cours pour une prise de contrôle du port de Bizerte jugé hautement stratégique car idéalement situé au cœur de la Méditerranée, le long d'un câble stratégique sous-marin de fibre optique reliant les Etats-Unis, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie. Dans le sillage de Djibouti, du Pirée et d'autres ports, il acquiert ainsi pour Pékin une centralité militaire, économique et stratégique quant au contrôle des flux de données transitant vers l'Asie. Dans ce contexte, Bizerte est convoité par Pékin et Washington, tous deux aspirant à s'y positionner afin d'en assurer le développement et la modernisation. Capitol Intelligence aurait eu accès à une lettre d'intention formulée par Yuanda Commercial Financial Investment Group formulant une offre chinoise visant à ériger Bizerte aux standards de port de troisième génération. Le troisième acteur, la France, ancienne puissance coloniale évincée de Bizerte, aspire à contrecarrer toute montée en puissance de ce port qui menacerait son hub commercial, Marseille. Enfin, contrôler Bizerte, c'est contrôler les flux de données entre l'Europe et l'Asie dans un contexte mondial où l'acquisition du renseignement stratégique constitue une priorité de sécurité nationale. Paris et Washington ne peuvent dès lors tolérer une prise de contrôle de ce port par Pékin¹¹.

Dans ce contexte, deux conclusions liminaires s'imposent :

1. Les différentes orientations adoptées à l'égard de la Chine ne constituent pas une stratégie au service d'une vision et d'un projet global. Compte tenu de cette absence de cohérence, en se référant aux relations établies par le Maroc, l'Egypte et l'Algérie, la Tunisie accuse un retard préjudiciable qu'il convient de surmonter. Les relations ne s'inscrivent pas dans un cadre général à l'instar des accords de partenariat stratégique conclus par les autres pays d'Afrique du nord. Or, l'adhésion formelle au projet BRI passe par un accord cadre éminemment politique. Elle résulte d'une forte volonté politique portée par les chefs d'Etat et les rencontres au sommet revêtent, semble-t-il, une importance particulière ;

2. L'adhésion aussi bien du Maroc que de l'Egypte découle, certes, d'une volonté politique forte mais également de leur attractivité du fait de leur capacité à valoriser leurs atouts à l'égard du projet BRI. Pour la Tunisie, les performances insuffisantes en matière de connectivité, de logistique et d'infrastructures constituent de sérieux handicaps pour la montée en gamme dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) et par conséquent pour une adhésion au projet BRI.

Dans ce cadre, il convient d'identifier quelques pistes en mesure d'insuffler un nouvel élan aux relations tuniso-chinoises et de permettre, dans les meilleures conditions, l'insertion de la Tunisie au sein du projet BRI. Nous nous limiterons volontairement à des recommandations générales esquissant les contours d'une vision appelée à être conceptualisée puis déclinée en plan d'action par secteurs (diplomatie, économie, finance, culture, etc.). Ces recommandations ne constituent que des hypothèses et interrogations ayant pour vocation de soulever un débat et d'alimenter une réflexion plus approfondie quant à leur faisabilité.

¹⁰ Cette académie est destinée à former les futurs diplomates tunisiens et des diplomates africains. Elle devrait être opérationnelle en 2020.

¹¹ Pour aller plus loin, lire : « Great Game struggle for control of strategic port », PK Semler, Capitol Intelligence, 13 mars 2018, consultable au lien suivant : <http://www.atimes.com/great-game-struggle-control-strategic-tunisian-port/>

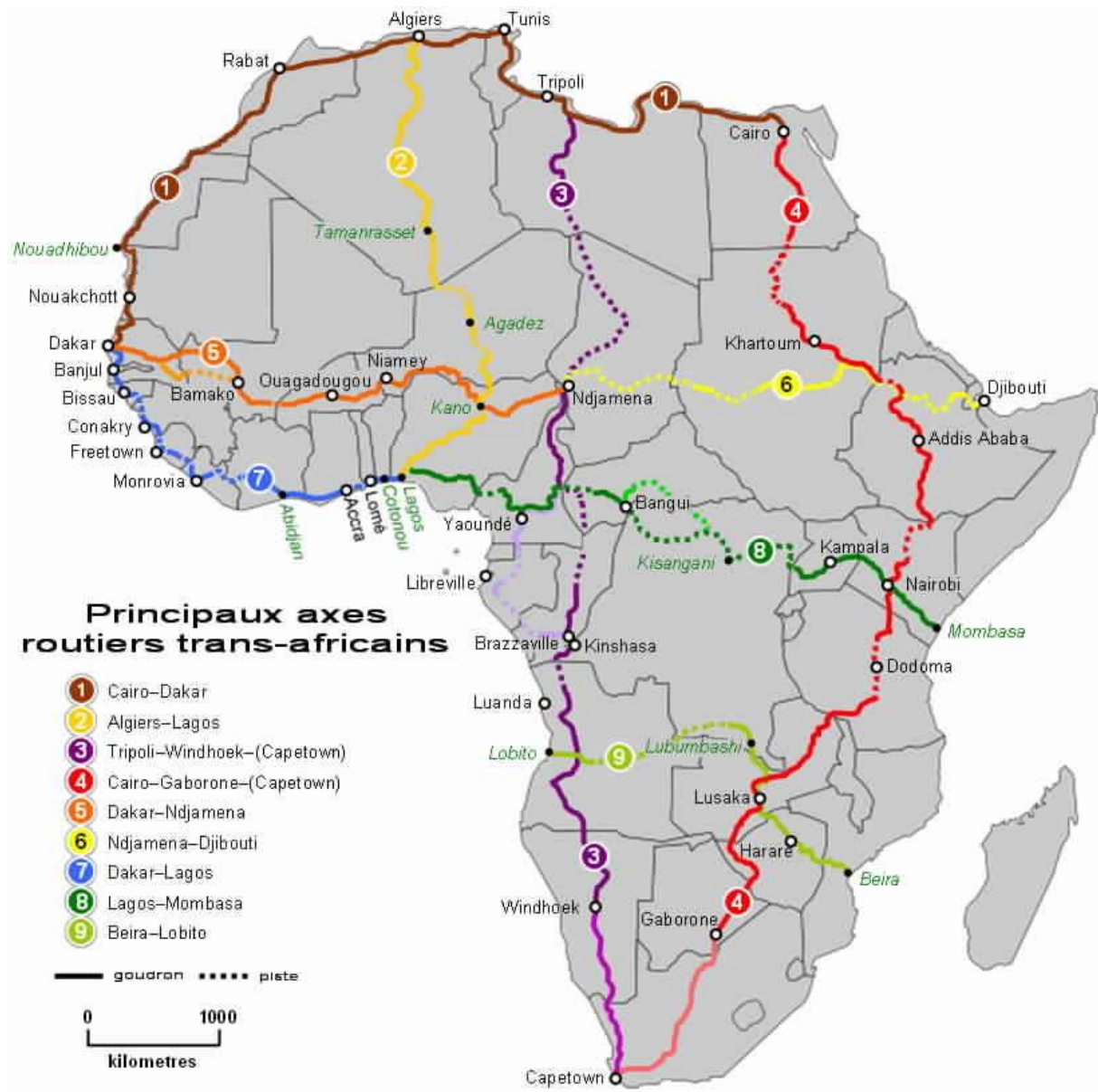
Pistes de réflexion dont il conviendra d'examiner l'opportunité et la faisabilité :

- **Constituer une commission interministérielle en charge d'évaluer les avantages et les inconvénients de l'insertion de la Tunisie au sein du projet BRI.** Cette cellule devra identifier les axes prioritaires à mettre en œuvre à court terme afin d'attirer les investissements chinois dans le cadre de ce projet en renforçant l'attractivité de la Tunisie ;
- **Il conviendrait d'œuvrer à ériger la Tunisie en plateforme de production et d'innovation, véritable EuromedValley et Nearshore européen des industries et des services à forte valeur ajoutée¹². Est-ce réalisable ? A quelles conditions ?** Compte tenu de l'impact de la révolution numérique et digitale en cours, Tunis devrait-elle se positionner en Hub digital et numérique à la croisée de l'Asie, de l'Europe et de l'Afrique ? La même stratégie pourrait être appliquée au secteur bancaire. Ainsi, elle se distinguerait des autres pays d'Afrique du Nord ;
- **Examiner l'opportunité de se positionner en porte d'entrée de la Chine vers la Libye.** Dans le cadre de la future reconstruction du pays et de l'aspiration de Pékin à retrouver une influence en Libye, des joint-ventures entre entreprises tunisiennes et chinoises pourraient-elles être établies ? La Tunisie offrirait sa connaissance du terrain et ses liens avec les personnalités, tribus et clans libyens influents. Les « réseaux » tunisiens devront être mis à contribution. La construction par la Chine d'une ZES (Zone Economique Spéciale) dans le sud du pays, non loin de la frontière libyenne, irait-elle en ce sens ? Est-elle opportune et matérialisable ?
- **Serait-il profitable de négocier avec la Chine l'ouverture d'un institut Confucius en Tunisie ? Pékin y trouverait-elle un intérêt ? Le volet culturel doit être valorisé avec échanges universitaires, touristiques, culturels, apprentissage du Mandarin, etc.** Les chefs d'entreprises tunisiens doivent être sensibilisés à la culture et à la pensée stratégique chinoise afin de surmonter les barrières culturelles et de négocier au mieux avec la partie chinoise ;
- **Examiner la possibilité et l'opportunité d'axer la coopération avec la Chine sur des secteurs à haute valeur ajoutée s'inscrivant dans le cadre de la révolution numérique et digitale.** La partie tunisienne pourrait réfléchir aux modalités élevant son attractivité afin d'être en mesure de proposer aux autorités chinoises de financer en Tunisie, dans le cadre de la « future route de la Soie digitale ou *Digital Silk Road* » des incubateurs de start-ups irradiant vers le Maghreb et l'Afrique ;
- **Serait-il concevable et réalisable de construire, en partenariat avec la Chine, des centrales solaires d'envergure dans le Sahara tunisien alimentant en électricité verte le marché intérieur mais également les pays d'Europe du Sud, l'Allemagne et surtout les pays de la bande sahélo-saharienne.** Tunis s'érigerait ainsi en hub d'énergie solaire tourné vers l'Europe et l'Afrique tout en assurant sa sécurité énergétique en diminuant sa dépendance à l'égard du gaz algérien ;
- **Examiner les modalités d'implication de la Chine dans la réalisation des grands projets et des infrastructures routières, ferroviaires et maritimes visant à désenclaver les régions intérieures et à accroître l'indice de connectivité de la Tunisie, tout en relançant l'économie du pays.** Il conviendra de sélectionner des projets s'inscrivant dans une vision à long terme ;

¹² Suivant les recommandations de l'étude prospective menée par l'ITES (Institut Tunisien des Etudes Stratégiques), « La Tunisie en 2025 : un Etat émergent, résilient et réconcilié avec lui-même ». Cette étude est consultable au lien suivant : <http://www.ites.tn/a-propos/la-tunisie-en-2025/>

- **Afin de renforcer l'attractivité du site Tunisie, Tunis devrait réfléchir aux modalités de son insertion au sein du projet BRI suivant une vision à long terme, valorisant sa position géographique au centre d'une verticale Europe-Maghreb et Afrique. A ce stade d'évolution du projet BRI, il est possible de formuler une hypothèse de travail appelée à être développée ultérieurement en examinant sa faisabilité et son intérêt auprès de Pékin :** la Tunisie, au cœur de la Méditerranée, devra renforcer ses relations avec l'Italie, terminus de la route maritime de la Soie. Conjointement avec la Libye (entité tuniso-libyenne), la Tunisie se positionnera en Etat pivot établissant la jonction entre les pays d'Europe du Sud privilégiés par le projet BRI, à l'instar de l'Italie, et la route sahélienne de la Soie reliant l'Éthiopie ou le Soudan au Cameroun-Nigéria. La jonction s'établira depuis une route terrestre reliant la Tunisie à N'Djamena au Tchad en passant par le territoire libyen (cette route, à l'état de projet, constitue un tronçon de la route Tripoli-Le Cap s'étendant sur 10.808 Km). Cette route de la soie sahélienne pouvant être connectée aux différentes infrastructures d'Afrique de l'Est, la Tunisie permettrait la jonction entre l'Europe du Sud et l'Afrique de l'Est suivant une route terrestre africaine et la voie maritime transitant par le Canal de Suez. L'adhésion de la Tunisie à la COMESA élèvera l'attractivité du site Tunisie. La ligne maritime reliant le port de Radès à Qingdao en Chine pourrait constituer le premier jalon : « en réaction au lancement de cette nouvelle ligne, le Directeur du commerce extérieur au ministère tunisien du Commerce, Khaled Ben Abdallah, pense que la rentabilité de pareille ligne pourrait générer une plateforme commerciale triangulaire reliant la Chine, l'Afrique de l'Est et la Tunisie, d'où l'impératif d'une exploitation optimale de cette ligne maritime »¹³.

¹³ « Tunisie-Chine : la ligne maritime entre Radès et Qingdao rééquilibrerait les échanges commerciaux », Amel BelHadj Ali, Webmanagercenter, 4 décembre 2017, consultable au lien suivant : <https://www.webmanagercenter.com/2017/12/04/413294/tunisie-chine-la-ligne-maritime-entre-rades-et-qingdao-reequilibrerait-les-echanges-commerciaux/>



Source: https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9seau_des_routes_transafricaines

L'auteur

Mehdi Taje, est diplômé de l'Université Paris 2 Assas, de Paris V René-Descartes et du Collège de Défense de l'OTAN à Rome.

Expert en géopolitique et en méthodologies de la prospective et de l'anticipation, il enseigne ces disciplines au sein d'institutions académiques et militaires tunisiennes et étrangères. Son champ d'expertise se focalise sur la géopolitique du Maghreb, du Sahel africain et du théâtre méditerranéen et moyen-oriental. M. Taje dirige le cabinet de conseil Global Prospect Intelligence spécialisé dans l'analyse géopolitique et prospective et l'évaluation des risques et des opportunités. Il est également expert associé auprès du Centre 4S (Centre des Stratégies pour la Sécurité du Sahel Sahara), de l'ESCA (Institut de Recherche en Géopolitique et en Géoéconomie) à Rabat au Maroc et apporte son expertise auprès de gouvernements de l'espace sahélien. Il est membre du Collège des conseillers internationaux du CF2R (Centre Français de Recherche sur le Renseignement) et du bureau du Cavie Tunisie (Centre Africain de Veille et d'Intelligence Economique). Parallèlement, il a été jusqu'à mars 2012 et durant sept années expert auprès de l'Institut Tunisien des Etudes Stratégiques (ITES, Présidence de la République) et a représenté la Tunisie au sein du comité de pilotage du CEMRES (Centre euro-maghrébin de recherche et d'études stratégiques, Dialogue 5+5 au format défense). De janvier à juin 2010, M. Taje a été chargé des questions africaines et sahéliennes à l'Irsem (Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire de Paris). D'octobre 2015 à octobre 2017, M. Taje a dirigé le Département Politiques Publiques, Etudes Stratégiques et Prospectives à l'Institut Tunisien des Etudes Stratégiques (ITES), Présidence de la République.

Il a également apporté son expertise auprès de grands groupes industriels français et tunisiens. M. Taje assure régulièrement des interviews audio et télévisuelle auprès de médias maghrébins et internationaux. Enfin, il est l'auteur d'une monographie sur la géopolitique du théâtre sahélien (NDC Occasional Paper, n°19, décembre 2006), co-auteur des ouvrages « Le Maroc stratégique 2014 : ruptures et permanences d'un royaume en mouvement », « Menaces en Afrique du Nord et au Sahel et sécurité globale de l'Europe » et de nombreux articles balayant de larges champs géographiques (espace sahélien, Maghreb, Afrique, théâtre méditerranéen, terrorisme, Moyen-Orient, sécurité collective, prospective, etc.) au sein de revues françaises, tunisiennes, maghrébines, africaines et américaines.

A travers ses travaux sur le Maghreb, le Sahel, l'Afrique, la Méditerranée et le Moyen-Orient, M. Taje aspire à développer une nouvelle analyse de la conflictualité de ces espaces en s'appuyant sur l'approche systémique et géopolitique.

La publication était écrite en collaboration avec Contre-Amiral (R) Tarek Faouzi El-Arbi.



© **Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.**

Programme Régional Dialogue Politique Sud Méditerranée

Le Prestige Business Center, No. F.O.1.

Rue du Lac Windermere, Les Berges du Lac

1053 Tunis

Téléphone: +216 70 029 460

Fax: +216 71 962 381

E-Mail: info.poldimed@kas.de

Web: <http://www.kas.de/poldimed/en>

Tous droits réservés. La reproduction, la transmission ou la saisie informatique du présent ouvrage, en totalité ou en partie, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, électronique, photographique ou mécanique est interdite sans l'autorisation du Programme Régional Sud Méditerranée de la Konrad-Adenauer-Stiftung.

Limitation de responsabilité:

Les vues présentées dans cette étude sont exclusivement celles de ses auteurs et ne représentent pas nécessairement les vues du Programme Régional Sud Méditerranée de la Konrad-Adenauer-Stiftung.



Konrad
Adenauer
Stiftung